

Pour les gens superstitieux, ce drame fut le présage de la chute d'une dynastie, comme l'affaire Praslins avait été le présage de l'effondrement de 1848.

Mais qui pensait à la guerre? De quel fléau se préoccupait-on en France le 30 juin quinze jours avant que le discours de M. de Gramont éclata comme un coup de foudre à la tribune française? A coup sûr, personne ne s'en doute plus.

Or, voici ce qu'on écrivait à cette époque.

« La politique va comme elle peut, et pendant qu'on fait des discours dans les assemblées et qu'on délibère dans les conseils, il peut y avoir des accidents, des sujets de préoccupation politique qui ne sont pas moins graves, qui prévalent d'autant plus sur l'opinion que la prévision humaine ne peut intervenir que par des palliatifs trop souvent inefficaces. La préoccupation aujourd'hui, c'est... cette dureté obstinée de la saison, c'est cette implacable sécheresse du ciel, qui dessèche les campagnes et risque de tarir ou d'appauvrir dangereusement toutes les ressources de la vie. Une crise de parlement, un changement de ministère, cela c'est vu encore, et une nation n'en mourait point. Une récolte de moins, l'approvisionnement général d'un pays diminué, les productions de la terre fêtrées et frappées de stérilité jusque dans leurs racines, c'est la misère en perspective. L'activité universelle suspendue ou paralysée, la réduction de travail combinée avec l'augmentation inévitable du prix de toutes les substances. C'est tout cela qui nous menace. Il y avait longtemps que la sécheresse n'avait sévi avec cette intensité cruelle, et n'avait pris ce caractère d'un fléau redoutable. Sans doute il ne faut point laisser assombrir le tableau et se laisser aller à ces paniques qui n'ont jamais remédié à rien; il faut avoir le mal de sang-froid et le combattre de son mieux. Ce n'est point précisément la récolte du blé qui est le plus atteinte, les moissons déjà faites dans certaines parties de la France laissent entrevoir un déficit qui n'est pas absolument inquiétant; d'ailleurs, en temps où nous sommes, avec la rapidité des communications qui se ramifient de toute part, avec les facilités qu'on peut multiplier, il est possible d'avoir du blé, à moins de l'un de ces fléaux qui désolent toutes les contrées du monde à la fois; mais ce qu'il y a de particulier et de plus grave peut-être dans cette crise qu'elle dessine si malheureusement, c'est qu'il s'agit cette fois de l'alimentation des bestiaux !

Les prairies sont desséchées, les fourrages artificiels meurent sur pied et ne peuvent pas même germer. Les régions les plus favorisées ont souffert cruellement de ces trois mois d'un beau temps inexorable. La conséquence naturelle, c'est qu'on entrevoit le moment où l'on ne pourra plus nourrir les bestiaux qui servent à la culture, les troupeaux qui servent à alimenter les populations. Si l'on garde les animaux, on risque de les nourrir comme on pourra, les maladies viendront peut-être dépeupler les parcs et les étables; si on les vend à vil prix, comme c'est inévitable, c'est une perte immense de capital, perte pour ceux qui sont réduits à cette extrémité, perte pour la fortune agricole tout entière. On vend pour rien, on sera plus tard obligé de racheter à des prix démesurés.

Le fléau d'aujourd'hui s'étend de proche en proche et d'avance menace l'année prochaine. Le ralentissement de la production pèse tout à la fois sur le travail et sur l'alimentation publique; tout s'enchaîne: on ne guérira pas tout le mal qui est déjà fait ou qui peut survenir encore. On peut tout au moins essayer de le neutraliser, en favorisant de grands approvisionnements au dehors et en se préparant à profiter du premier moment où un peu d'eau rendra sa fécondité à la terre ?

Ainsi, ce que désirait ardemment la France à ce moment, c'était un peu d'eau, c'était de la pluie; et, à un mois d'intervalle, le ciel lui envoyait une pluie de sang!

Quelqu'un se souvient-il de cette sécheresse, et de ce fléau qui menaçait le bétail ?

Aujourd'hui le bétail qu'on égorge, c'est du bétail humain !

L'année de malédiction, 1870, s'est ouverte sous l'empire d'une illusion universelle. L'année nouvelle débute au milieu du deuil et du carnage, au milieu d'une épouvantable et indescriptible misère. S'il est une consolation dans une semblable catastrophe, elle réside dans l'espérance que cette fois les craintes du monde soient trompées, comme ont été déçues ses illusions, et que 1871, nous donnant une paix bien chèrement acquise, aura du moins le bonheur de finir comme 1870 a commencé.

L. H.

Le correspondant du *Standard*, à Versailles, a assisté à la célébration de la soirée de Noël parmi les blessés prussiens. Voici comment il décrit la scène qui eut lieu dans le château royal :

« Où sommes-nous? Dans la galerie Louis XIII, toute resplendissante de dorures et tapissée de portraits de guerriers, de belles femmes, et de tableaux de batailles. Quelle transformation s'est opérée dans ce lieu depuis que je le visitai? Tous les lustres sont allumés; les murs sont ornés de guirlandes de lierre; et d'une extrémité à l'autre de l'appartement s'étend une table littéralement couverte de cadeaux, et sur laquelle on remarque trois arbres de Noël tout enguirlandés et illuminés.

Mais les regards se détournent pour contempler la longue rangée de blessés assis sur des banquettes le long du mur vis-à-vis de la porte d'entrée. La plupart d'entre eux sont bien pâles, pas un

n'a bonne mine, et quoique cette fête soit préparée uniquement à leur intention, tous ont l'air triste et abattu. A gauche, à l'extrémité la mieux chauffée de la galerie, sont dix ou onze lits; chacun d'eux est occupé par un blessé qui se soulève pour regarder avec curiosité la foule qui s'assemble. Les yeux caves, les visages amaigris de ces pauvres soldats navrent le cœur. Plusieurs bonnes dames sont là, des habitantes, de Versailles, qui cherchent à soigner, à soulager de leur mieux ces pauvres êtres souffrants.

La porte s'ouvre et le commandant fait son entrée, suivi de tout un état-major, tandis qu'une musique militaire fait entendre une hymne de Noël. Alors un chapelain s'avance, lit dans l'Evangile la narration, si touchante et si simple, appropriée au saint-jour, et prononce une oraison, mi-sermon, mi-prière, où dominent l'éloge de la paix et les allusions à la patrie absente. Ceux des soldats qui peuvent se tenir debout se lèvent, la plupart restent assis, leurs tristes regards fixés sur le sol. La prière finie, les officiers, les religieuses, les dames, portent aux pauvres blessés les cadeaux qui leur étaient destinés.

Chaque présent était accompagné de quelque chose à manger, de quelque chose à garder. Les soldats étaient reconnaissants, mais il n'y en eut pas un qui perdit pour un instant cette expression de tristesse navrante qui m'avait frappée, et j'avoue que, malgré les lumières, la musique, les paroles de joie et de paix, les cadeaux placés dans les mains vides et les bonnes intentions qui doubleraient le prix de toutes ces choses, je n'ai jamais assisté à un enterrement qui m'ait produit une impression aussi douloureuse.

Courrier de Paris

(Correspondance particulière du *Journal de Roubaix*.)

PAR BALLON MONTÉ.

25 décembre

Les bateaux marchands qui stationnent sur le bassin de la Bastille sont enchassés dans les glaces. Au milieu de la nappe de cristal, on a ménagé un chenal navigable, qui va de la route de la colonne au débouché du canal dans la Seine-Dan plusieurs des villages situés au delà des forts et qu'on a un peu trop abandonnés à la rigueur, les habitants commencent à bricoler leurs domiciles. A Fontenay-sous-Bois, tout le monde est revenu, et Montreuil, Vincennes ainsi que Bagnolet, commencent à se repeupler.

Rien de plus curieux que la manière dont l'amiral Daisset dirige le mouvement des troupes placées sous ses ordres. Sur la plate-forme du fort de Noisy, où est installé son quartier général, il a fait établir un observatoire et un poste sémaphorique. Là, assis sur un escabeau, il dirige sa longue vue sur les points occupés par les ennemis, suit les mouvements de leurs armées, et fait exécuter en conséquence ceux des nôtres. Pour cela, au fur et à mesure de ses observations, il fait faire des signaux par les marins attachés au sémaphore, et les officiers généraux qui les interprètent font marcher les troupes suivant les ordres reçus. C'est ainsi que le savant amiral a pu combiner et mener à bien tous les mouvements stratégiques qui ont abouti à la prise du plateau d'Avron par nos soldats dans la journée du 30 novembre.

Le citoyen F. Favre, maire du 17^e arrondissement, vient de faire poser dans la salle d'honneur de la mairie une plaque de marbre où l'on écrit les noms des citoyens morts pour la défense du pays.

Les deux premiers noms seront ceux des deux braves citoyens du 207^e bataillon tués par les balles prussiennes dans la journée du 10 décembre.

J'ai rencontré hier un ami qui a déjà vu bien du pays et assisté à bien des affaires. Voici son bilan pour la guerre actuelle :

Blessé à Reischoffen, blessé à Gravelotte, blessé sous les murs de Sedan, évadé de Sedan, blessé au Bourget, blessé à Champigny, blessé au plateau d'Avron, où un éclat d'obus lui a entamé la cuisse, mais pas profondément. Il est resté à terre pendant 15 heures à 50 mètres des avant-postes.

C'était un peu pénible, m'a-t-il dit, surtout quand la nuit est venue. Elle était glaciale. J'ai dû m'évanouir vers minuit.

Il boitait, mais il marchait, bah! j'y retourne, m'a-t-il dit en me quittant. J'ai obtenu ça de mon colonel; si je ne reviens pas et que tu vois ma mère, tu lui diras que j'ai été fait officier sur le champ de bataille par Ducrot, et que j'ai été porté à l'ordre du jour.

Ce brave garçon, qui est le plus jeune de cinq frères dont trois ont été tués et le quatrième amputé pour blessures, est le sous-lieutenant Lamoureux, du 3^e régiment de zouaves.

On enterme demain M. Rolans, le fils du commandant des francs-tireurs de la

Presse et le neveu de feu Amédée Rolans, qui avait été blessé aux dernières affaires.

Le colonel Maupoint de Vandeul, commandant le 121^e régiment d'infanterie, dont nous avons signalé la belle conduite aux affaires du 2 décembre, vient de mourir des suites de la blessure qu'il avait reçue au cou à la bataille de Villiers.

Dans l'avenue de St-Ouen, collé à la devanture d'une boutique fermée, est placardé l'avis suivant : Fermé pour cause de départ aérien, pour le service de la patrie.

Le ministre des finances a donné les signatures nécessaires pour le paiement du prochain coupon de rente 3 0/0.

On remarque la régularité de la République à tenir les engagements de la France. Le crédit ne peut qu'y gagner.

Concurrément avec les mulets et les chevaux, quatre ou cinq cents bœufs qui n'ont pas encore été mangés, sont utilisés en ce moment au transport des munitions et de provisions de guerre.

Ces ruminaires ont traversé Paris en excitant sur leur passage une curiosité qui n'était pas sans un mélange d'appétit.

RAPPORTS MILITAIRES

25 décembre

Les troupes ont cruellement souffert pendant la dernière nuit : de nombreux cas de congélation se sont produits.

Le travail des tranchées a dû être arrêté par suite de la dureté du sol, qui est gelé jusqu'à 50 centimètres de profondeur.

Dans cette situation devenue grave pour la santé de l'armée, et qui pourrait l'atteindre dans son moral, le gouverneur de Paris a décidé que tous les corps qui ne seraient pas nécessaires à la garde des positions occupées, seraient cantonnés de manière à être abrités. Ils s'y remettraient des pénibles épreuves qu'ils viennent de subir, et seront prêts à agir selon les événements.

Une partie des bataillons de la garde nationale employés au dehors rentrera dans Paris. Ceux qui resteront devant les positions seront cantonnés comme la troupe et relevés à tour de rôle.

Les mesures que l'on vient de prendre pour sauvegarder la santé de nos troupes ont été nécessairement une température tellement exceptionnelle, qu'il faudrait remonter à une époque très-éloignée pour en retrouver un autre exemple.

Elles n'impliquent à aucun degré l'abandon des opérations commencées. Le gouvernement, le général, l'armée, le peuple persévèrent plus que jamais dans la résolution de continuer la défense, au prix de tous les sacrifices, jusqu'à la victoire définitive.

Il a été signalé que des militaires malades et non atteints de maladies contagieuses sont refusés journellement dans les ambulances qui déclarent ne vouloir recevoir que des hommes blessés.

Aujourd'hui, par exemple, l'ambulance du Crédit mobilier en a admis quatre, qui avaient été présentés en vain à des ambulances diverses.

Si cette préférence se généralisait, elle deviendrait un grand embarras pour le service hospitalier. Il est donc de toute nécessité que les malades, excepté ceux atteints de maladies contagieuses, soient reçus dans les ambulances sur lesquelles ils sont dirigés par l'hôpital répartiteur. — Celles qui contreviendraient au présent avis s'exposeraient à être fermées par ordre supérieur et par suite à l'interdiction du drapeau distinctif des ambulances.

Paris, le 26 décembre.

Les tranchées autour du Bourget sont achevées et notre position y est fortement établie.

Tout porte à croire que le Bourget est actuellement évacué par les Prussiens ! Ce qui ne veut pas dire qu'il est ou qu'il va être occupé par nous, ce « nid à bombes » est décidément intenable. Mais l'ennemi, menacé par nos travaux d'approche, a dû s'en retirer, et il est douteux qu'il y revienne.

Nous n'avons encore dépensé contre l'ennemi qu'un million de kilogrammes de poudre, et il nous en reste cinq millions.

Il a été décidé avant-hier, en conseil de gouvernement, qu'un résumé des opérations militaires sous Paris serait distribué gratuitement, tous les jours aux soldats, pour les tenir au courant, ce résumé sera rédigé par M. Jezierski.

La vente organisée au profit des victimes de la guerre a produit en quelques heures près de 26,000 francs. Les salles du rez-de-chaussée du ministère de l'Instruction publique étaient pleines à peine ouvertes, peines à ce point qu'on a été à plusieurs reprises forcé de fermer les portes.

M^{me} Jules Simon était à une « boutique », elle voit venir M. Dorian et lui montre un paquet de cigares :

— Combien ?

— Cent francs

M. Dorian accepte les cigares et présente un billet de mille francs.

M^{me} Jules Simon prend dans un tiroir neuf billets de cent francs, et les présente à M. Dorian qui avait disparu sans attendre sa monnaie.

Une feuille de papier sur laquelle Victor-Hugo avait écrit ce vers : *Je veux rester proscrit voulant rester debout !* a été achetée 50 francs — par M^{me} Angéle, du Gymnase.

Un exemplaire des *Châtiments*, avec dédicace : 80 fr. ; le *livre des enfants* : 100 fr. ; — la *lettre aux Allemands*, qu'on peut avoir pour 05 centimes, 120 francs.

Un dessin de Gustave Doré : un jeune soldat du bataillon de marche qui embrasse sa jeune femme en larmes, a été adjugé pour 170 francs.

Au dire de certains journaux, l'empire d'Allemagne serait devenu une réalité : le roi Guillaume aurait été couronné en grande pompe, hier, à Versailles, à l'occasion de la Noël.

Nous pensons bien que ceux de nos confrères qui donnent cette nouvelle n'ont pas été la vérifier sur place ; elle n'en est pas moins vraisemblable, et peut être vraie.

Grand bien fasse aux Allemands ! On a pu constater qu'un pont de bateau établi par les Prussiens entre Chelles et Lagny a été rompu par les glaces, de vendredi à samedi dernier.

Il paraît qu'à l'attaque de la Ville-Evrard, nous avons été sur le point de nous emparer de la personne du roi de Saxe. Le prince, avec son état-major, était en train de déjeuner dans une maison à l'extrémité du village, lorsque les premiers *moblots* apparurent au milieu de la rue. Un coup de feu, malencontreusement tiré par un de nos hommes, donna l'éveil aux officiers allemands, qui se sauvèrent de tous les côtés, abandonnant l'argenterie de Son Altesse Royale.

Samedi matin, on remarqua sur la Seine quelque chose qui flottait entre deux eaux. On le retira : c'était un cadavre, et un cadavre percé de balles. On le reconnut pour un de ces employés des postes qui s'efforcent, avec un courage héroïque, de franchir les lignes ennemies. Il a été tué, peut-être, au moment où il atteignait la rive et se croyait en sûreté.

Hier a eu lieu une représentation de jour à la Comédie-Française : Coquelin a dit une nouvelle poésie de M. Emile Bergerat, intitulée *le maître d'école*. C'est le récit émouvant d'un instituteur alsacien, forcé d'abandonner sa femme, Badoise d'origine, et condamné à mort par les Prussiens, parce qu'il a été pris se défendant les armes à la main contre nos envahisseurs.

La nouvelle réquisition des blés et farines a encore cette fois dépassé toutes les espérances, et il est véritablement étonnant que le commerce de Paris à lui seul puisse offrir autant de ressources.

INCIDENTS DU SIÈGE

26 décembre. — Une intéressante cérémonie a eu lieu hier soir à l'Hôtel-de-Ville. M. Gustave Chanéy, adjoint au maire, a reçu la députation chargée de présenter au Gouvernement les deux canons offerts par les habitants de Paris, originaires d'Auvergne. Ces deux canons s'appellent naturellement *l'Auvergne* et *le Vercingétorix*. Comme président du comité de souscription, M. Toursillier, avocat, a exprimé par quelques paroles énergiques les sentiments qui animaient tous les assistants. Les deux canons, pièces de 7 se chargeant par la culasse, avaient été conduits sur la place de l'Hôtel-de-Ville où ils faisaient l'admiration des connaisseurs. On s'est séparé aux cris de : « Vive la République ! » et aussi de : « Vive l'Auvergne ! »

La compagnie des volontaires de la défense est partie, il y a quatre jours sous le commandement de l'amiral Darrieu, qui partage avec les jeunes gens formant ce camp les fatigues du campement et les dures étreintes du froid. L'amiral a pour capitaine sous ses ordres, M. Peyrat, ancien officier aux gardes du corps et chevalier de la Légion d'honneur; qui, malgré ses soixante-dix ans, semble aussi alerte et aussi vigoureux que les hommes de sa compagnie.

Le 5^e bataillon des mobiles d'Ille-et-Vilaine, le bataillon de Saint-Malo, commandant Lessart, avait reçu l'ordre, le 23 décembre, de pousser une reconnaissance en partant du plateau d'Avron sur la route de Gagny à Gournay, en passant par la Maison Blanche.

Dans l'angle obtus fermé par cette route départementale et la grande route nationale de Paris à Strasbourg, après Neuilly-sur-Marne, après Villeviard, se trouve la propriété du Chesnay appartenant au comte Roger du Nord. Le groupe des habitations comprend un petit château et des communs, puis il y a de grands bâtiments de ferme. Cette situation est dominée à très-petite portée, sur la gauche, par les bois de Montfermeil qui finissent brusquement en cet endroit à une hauteur moyenne de 100 mètres. La descente est à pic en bordure sur d'anciennes carrières. Or, pendant que le propriétaire du lieu, avec ses soixante-dix ans, sa verdeur et sa bravoure bien connues, se fait mettre à l'ordre de l'ar-

mée, nos ennemis ont continué de hanter chaque jour dans la matinée, son château, et avant-hier matin, tout un groupe d'officiers y déjeunait sous la garde d'un poste que nous eussions dû enlever sans quelques coups de fusil envoyés par les éclaireurs des mobiles et qui ont donné l'alarme. Après une courte fusillade qui ne nous a fait que deux ou trois blessés légèrement, nous étions les maîtres et nous ramassâmes les casques de ces messieurs qui n'avaient eu que le temps d'onjamber les fenêtres et de se sauver précipitamment en essayant notre feu, le déjeuner était achevé, restait à prendre le café; ce sont les officiers du 5^e bataillon de mobiles bretons qui l'ont pris à la place de ceux pour qui il était versé.

Cette salle à manger a pris historiquement une certaine valeur depuis qu'en l'année 1846, le roi Louis-Philippe, la reine et les princesses y vinrent chez le comte Roger faire une visite de jour et prendre un modeste goûter ! Le souvenir du déjeuner d'avant-hier matin malgré le côté burlesque, s'ajoutera à la légende du Chesnay.

Courrier de Bordeaux

(Service particulier du *Journal de Roubaix*.)

Bordeaux, 28 décembre.

Quant aux opérations militaires, nous n'avons aujourd'hui absolument rien appris de nouveau ; nous devons seulement constater que la confiance dans le succès se maintient.

Nous reconnaissons notre incompetence en matière militaire, mais il nous semble que la situation du général Chanzy est excellente. Il a des troupes aguerries par de fréquents combats dans lesquels il n'a pu être entamé par l'ennemi ; il a derrière lui les forces réunies au camp de Conlie et plus loin encore il peut tirer de précieuses ressources du camp de Cherbourg.

Bourbaki se trouve dans une position équivalente ; il a pu reconstituer trois corps d'armée, et former un tout homogène, et ses forces s'accroissent chaque jour des renforts qui lui sont envoyés.

Si les nouvelles de Paris sont bonnes, nous devons nous fortifier dans l'espérance d'une prochaine revanche. Nous ne nous abuserons pas au point de croire que les pertes subies par les armées prussiennes de la Loire les aient obligées à se replier sur Paris ; nous devons plutôt penser que les généraux prussiens ou bien redoutent de ne pouvoir avec l'armée d'investissement résister aux efforts des assiégés ou bien veulent réunir toutes les forces allemandes pour frapper un grand coup sur Paris.

La proposition émanée du Conseil municipal de Bordeaux contre les réactionnaires, et qui demande l'application de mesures extra-légales contre ceux qui n'admirent pas sans réserve les actes du gouvernement, est relevée avec vivacité et énergie par les feuilles de l'opposition. Et il faut avouer que certains républicains font en ce moment les mêmes sottises qu'ils reprochaient avec ardeur aux impérialistes. Pourtant ne croyez pas que tout cela soit bien sérieux, au moins pour le moment ; il y a dix ou trois mille brailleurs qu'on retrouvera dans toutes les démonstrations, partout excepté sur les champs de bataille. Mais la grande majorité de la population est très-calme et ne se laisse guère emouvoir. Les demandes d'expulsion contre les réactionnaires, de suppression contre les journaux d'opposition, resteront sans effet et tourneront à la honte de leurs auteurs qui n'ont pu encore devenir dangereux mais qui ont été ridicules dès le premier jour.

Vous savez que la commission constituée pour faire une enquête sur les capitulations de Metz et de Strasbourg a pour président le maréchal Baraguey d'Hilliers. Elle ne s'est pas encore réunie ; et déjà l'on dit que des plaintes ont été adressées au gouvernement à propos du choix des hommes qui la composent. Il serait donc possible ou bien que la commission ne se réunisse pas, ou bien qu'elle fût modifiée au moins dans quelques-uns de ses membres.

Nous voyons ici un grand mouvement de troupes : chaque jour passent des hommes appartenant aux dépôts de régiments de ligne : ce sont nos derniers conscrits qu'on vient d'équiper et d'armer, et qui vont achever dans les camps leur éducation militaire. Nous avons pu constater que dans leurs rangs se trouvent quelques anciens soldats ; nous en avons vu qui portent la médaille d'Italie.

Bordeaux, 29 décembre.

Nous assistons en ce moment à ce qu'un journal appelle la réaction du radicalisme. Et nous devons à ce sujet réunir quelques faits qui, par leur réunion seule, porteront avec eux un utile enseignement.

Il s'est fait quelque bruit ailleurs qu'à Bordeaux d'une proposition d'un certain docteur Paulé, approuvée à l'unanimité par le Conseil municipal de Bordeaux. Cette proposition consistait à exhorter le gouvernement à sévir contre tous ceux qui n'approuvent pas tous les actes de